

CNGF – Confédération Nationale des Glaciers de France

Siège social : 64 rue de Caumartin – 75009 Paris

Rapport d'audit du commissaire aux comptes sur les « comptes » de la CNGF

Exercice du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

A l'attention du Président,

En réponse à votre demande et afin de répondre aux obligations dans le cadre de la représentativité, nous avons effectué un audit des « comptes » de la CNGF relatifs à l'exercice 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que les informations relatives à la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un audit.

À notre avis, les comptes ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes d'évaluation et de comptabilisation tels que décrits dans l'annexe aux comptes.

1. Fondement de l'opinion

1.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des « comptes » du présent rapport.

1.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux « comptes »

Il appartient à la direction d'établir des comptes, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes d'évaluation et de comptabilisation tels que décrits dans l'annexe aux comptes ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des « comptes », il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces « comptes », le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

3. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des « comptes »

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les « comptes » pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Notre mission d'audit des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Confédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé, ou cité à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité vis-à-vis de tout tiers auquel ce rapport serait diffusé ou parviendrait.

Paris, le 4 décembre 2024

Le commissaire aux comptes



CERA
représenté par
Daniel Buchoux

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	15 175	13 246	1 929	3 188
Immobilisations corporelles	36 440	33 321	3 118	35 222
Immobilisations financières	17 437 583		17 437 583	21 567
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	17 489 197	46 567	17 442 631	59 977
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	202		202	202
Créances				
Usagers et comptes rattachés	15 122		15 122	203 762
Autres	75 612		75 612	28 789
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	2 524		2 524	5 310 976
Caisse				13
TOTAL ACTIF CIRCULANT	93 459		93 459	5 543 742
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 211		4 211	5 563
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	4 211		4 211	5 563
TOTAL GENERAL	17 586 868	46 567	17 540 301	5 609 282

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents
 autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	69 011	69 011
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Résultat de l'exercice	12 135 857	64 185
Report à nouveau	5 100 087	5 035 902
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	17 304 955	5 169 098
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	17 304 955	5 169 098
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
FONDS DEDIES		
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées	64 997	117 954
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	88 128	113 786
Autres	80 021	116 860
TOTAL DETTES	233 146	348 600
Produits constatés d'avance	2 200	91 583
TOTAL GENERAL	17 540 301	5 609 282

(1) Dont à plus d'un an (a)

Dont à moins d'un an (a)

235 346

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque

(3) Dont emprunts participatifs

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	75 602	455 509
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Cotisations		
Autres produits	52 337	59 225
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	127 939	514 733
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	124 741	299 614
Impôts, taxes et versements assimilés	19 425	59 766
Rémunérations du personnel	75 099	76 934
Charges sociales	30 524	31 353
Dotations aux amortissements	5 208	8 551
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	2	174
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	254 999	476 393
RESULTAT D'EXPLOITATION	-127 059	38 340
PRODUITS FINANCIERS	334 487	85 427
CHARGES FINANCIERES		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 015 973	954
CHARGES EXCEPTIONNELLES	29 504	2 687
IMPOTS SUR LES BENEFICES	58 039	57 849
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
EXCEDENT OU DEFICIT	12 135 857	64 185

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CNGF

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 17 540 301 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 12 135 857 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2023 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	15 175			15 175
Immobilisations incorporelles	15 175			15 175
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	25 741		25 741	
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	19 899		19 899	
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	412 280		412 280	
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	35 111	1 328		36 440
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	493 031	1 328	457 920	36 440
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	21 567	13 999 800		17 437 583
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	21 567	13 999 800		17 437 583
ACTIF IMMOBILISE	529 773	14 001 128	457 920	17 489 197

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		1 328	13 999 800	14 001 128
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		1 328	13 999 800	14 001 128
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		457 920		457 920
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		457 920		457 920

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 987	1 258		13 246
Immobilisations incorporelles	11 987	1 258		13 246
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	16 731	161	16 892	
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	19 899		19 899	
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	390 679	967	391 645	
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	30 500	2 822		33 321
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	457 809	3 949	428 437	33 321
ACTIF IMMOBILISE	469 796	5 208	428 437	46 567

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 511 160 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	3 416 216		3 416 216
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	15 122	15 122	
Autres	75 612	75 612	
Charges constatées d'avance	4 211	4 211	
Total	3 511 160	94 944	3 416 216

Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	400
Fournisseurs - rrr à obtenir	45 820
Etat - produits à recevoir	26 717
Total	72 937

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 235 346 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	64 997	64 997		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	88 128	88 128		
Dettes fiscales et sociales	67 562	67 562		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	12 459	12 459		
Produits constatés d'avance	2 200	2 200		
Total	235 346	235 346		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	1 444
Dettes provis. pr congés à payer	1 663
Charges sociales s/congés à payer	665
Clients - rrr à accorder	6 777
Total	10 549

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	36 738		
Maintenance, période d'avance	3 367		
Assurances, période d'avance	466		
Total	40 571		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	2 200		
Total	2 200		